



**IRICA**

**Dans ce numéro :**

- Focus :** Feminization of Migration in Contemporary Ethiopia **2**
- Les *gender studies*, un domaine de recherche à développer en République de Djibouti **6**
- Le Genre : Egalité des chances ou vestige du Masculin **8**
- Femmes et Emploi en République de Djibouti **10**
- Language use and gender: the use of english by students of University of Djibouti **12**
- Girls athletic participation as a development tool for Djibouti **14**

**Publications :**

- Responsable de la publication :  
*Amina Said Chireh*
- Rédacteur en chef :  
*Abdirachid Mohamed Ismail*
- Comité de lecture :  
*Idris Bexi Warsama, Kader Ali Diraneh, Thomas Jones*
- Responsable Infographie-Maquette :  
*Maryam Ali Ahmed*
- Traduction :  
*Thomas Jones  
Said Djama*

# RECHERCHE Newsletter

Année 2017 - n° 5

Avril 2017

## Edition spéciale : Genre

### Editorial

#### *Droits des femmes et idéologie du genre*

Le 8 mars est la journée Internationale des femmes depuis que cette date a été retenue par les Nations Unies en 1975. Mais cette célébration n'est pas une nouveauté. Dès 1910, l'Internationale socialiste avait décidé de dédier une journée en hommage aux femmes militantes pour réclamer, entre autres, le droit de voter. En effet, jusqu'à récemment, nombreuses étaient les femmes privées de ce droit. Pour exemple, cette capacité juridique n'a été accordée aux femmes du Liechtenstein qu'en 1984, aux Espagnoles en 1975, aux Portugaises en 1974, aux Suisses en 1971, etc. La première nation musulmane à accordé le droit de vote aux femmes a été la Turquie de Kemal Atatürk en 1923. Les Saoudiennes semblent avoir été les dernières à obtenir ce droit puisqu'elles ne votent que depuis 2015.

Même pour ce droit, qui nous paraît si banal aujourd'hui, il a fallu, dans nombre de pays, force batailles et débats houleux. Malgré les craintes de ses pourfendeurs, il n'a ni déstructuré la société ni provoqué des renversements de valeurs au sein de la famille. Concernant les femmes, il y a sans doute encore des préjugés et des stéréotypes à déconstruire et à combattre ; des croyances qui briment le développement de la petite fille, contrarient l'épanouissement de la jeune fille et s'opposent à la jouissance de ses droits humains pour la femme. Parmi les croyances en cause, celle liée à la circoncision féminine, qui crée tant de souffrances physiques et psychiques aux femmes, est sans doute la plus patente dans la Corne de l'Afrique. S'il y a un droit à conquérir urgemment ou à aider à conquérir, c'est bien celui d'aider à l'arrêt définitif de cette pratique d'un autre temps.

A Djibouti, comme dans beaucoup de sociétés africaines, il existe une autre croyance moins

traumatisante mais qui est la source principale de la plupart des inégalités entre l'homme et la femme. Cette croyance, plus prégnante en zone rurale, consiste à penser que les filles ont moins besoin d'aller à l'école ou de réussir leurs études que les garçons. En République de Djibouti (RDD), 48,4% des filles (entre 15-24 ans) étaient alphabétisées en milieu rural et contre 14,2% seulement en milieu urbain en 2006 (cf. Mohamed Bahdon, 2014). Cette idée se trouve renforcée par des facteurs tels que « la pauvreté des parents », « la distance qui sépare le lieu d'instruction du domicile », le rôle social des jeunes filles, etc. comme le signalent R.S. Tsehaye et M. Danner (2012). Dans la région comme dans d'autres parties du monde, cette croyance prive de nombreuses femmes de la possibilité d'accéder à la même qualité de vie que leurs congénères masculins. En République de Djibouti, la scolarisation globale a progressé pour tous les enfants et la disparité entre les garçons et les filles tend vers l'effacement en primaire selon le rapport de la Dised 2007. Cependant, des disparités importantes subsistent encore entre les zones urbaines et les zones rurales (voir aussi l'article de Amina Said Chiré). La scolarisation des filles participe non seulement à leur épanouissement personnel, mais aussi à la réduction du nombre de mariages précoces ou forcés dont on ne mesure pas toujours les effets psychologiques et physiques.

Cependant, si ce changement de regard doit s'imposer dans les sociétés africaines et plus généralement dans toutes les sociétés dont la culture traditionnelle reste vivace, il est tout aussi impérieux de faire un choix conscient de modèle de développement social et familial.

(suite p.3)



**Dr. Meron Zeleke**  
Assistant Professor  
and Senior  
Postdoctoral Fellow

*There is a gender dimension to the migration phenomenon in Ethiopia, as is the case elsewhere.*

## Focus : Feminization of Migration in Contemporary Ethiopia

### Brief overview and Background

Migration is one of the major concerns for the Horn of Africa region, a part of the African continent which is highly affected by regular and irregular migration within and beyond the region. Ethiopia is one of the countries in the region with the highest track record of out migration where thousands of young Ethiopian migrants leave the country every month. This mass exodus of migrants is happening despite the multiple challenges the migrants face en-route including exposure to physical violence, sexual assault, abduction, torture, detention by authorities, extortion, trafficking and loss of life. Ironically, the exponential growth of outmigration is occurring in the context of a rapid and sustained economic growth. In fact, Ethiopia is widely considered as the fastest growing economy in Africa.

There is a gender dimension to the migration phenomenon in Ethiopia, as is the case elsewhere. Ethiopia's constitution guarantees equal rights to women in access to education, employment and providing a conducive environment for affirmative action that enables bridging the long existing gender gap. In addition, the country has adopted a National Women's Policy since 1993 aiming at encouraging equitable participation of women in the political, social and economic domains. Despite the significant change in female employment and empowerment in Ethiopia, resulting from favorable policy environment, the gender gap in the country is still high.

According to a study conducted by RMMS (Regional Mixed Migration Secretariat), out of 10, 532 Horn of Africa migrants crossing the Arabian and Red Sea to Yemen in 2012, 78% (84,446) were Ethiopians. The RMMS report of 2014 also shows the high magnitude of out migration from Ethiopia stating that around 1,500 Ethiopian migrants legally depart Ethiopia every day, of which the largest majority are female. The US Department

of State report on the other-hand states the regular labour migrants represent only 30 to 40% of Ethiopians migrating to the Middle East, whereby the remaining 60 to 70% are either trafficked or smuggled through illegal brokers. UNHCR source indicates that on average, about 3,500 migrants cross Djibouti each month, of which about 80% are estimated to be Ethiopians.

Following the official ban of legal migration to the Middle East following the mass deportation of thousands of Ethiopians in 2013/4, most of the female migrants from Ethiopia use irregular routes mostly facilitated by smugglers. One of the major factors for using the irregular routes relates to the availability of the services of local brokers.

Numerous studies have been conducted on the violations of the rights of Ethiopian female migrants particularly in the Middle East (e.g., De Reget 2009). Other studies looked at internal female migration trajectories in Ethiopia (e.g., Berhanu and White 2000). The severity of human trafficking and the vulnerability of young girls to prostitution in Ethiopia attracted the attention of researchers (e.g., Van Blerk 2008). The latest study by Sahar (2016) looks at mass migration of Migrants from the Horn of African Region heading to Europe. Feminization of migration and the various factors accounting for the growing female outmigration from the country however has received less attention compared to the significant number of studies conducted on migration in the Horn of Africa region in general and Ethiopia. This brief paper discusses the gendered nature of out migration in contemporary Ethiopia by addressing the push and pull factors often associated with migration of young female Ethiopians out of the country.

(next p. 4)

*Edito suite de la p.1*

Si la modernité nous impose de résoudre les contradictions issues de la coexistence d'une culture traditionnelle et d'une culture moderne, d'ajuster nos comportements et de faire des choix concernant le statut de la femme dans la nouvelle société africaine, il est aussi nécessaire de prendre conscience des présupposés idéologiques derrière la théorie dominante du genre surtout dans le domaine académique.

Nos collègues R.S. Tsehaye et M. Danner (2002) qui ont travaillé sur *la scolarisation féminine à Djibouti* pointent du doigt, dans leur article, ce qu'elles estiment être les réelles motivations de certaines organisations internationales impliquées dans cette problématique du genre. Elles les soupçonnent de promouvoir un modèle économique néo-libéral, érigé en modèle et en finalité, dont la question du genre serait un des leviers pour promouvoir la société de consommation et de libre-échange.

Mais au-delà de cette critique, il nous faut rappeler que cette idéologie, alimentée par les « Etudes du genre », ou *Gender Studies*, est née dans les années soixante aux Etats-Unis et s'est développée parallèlement au mouvement féministe occidental. Or ces études, pour la plupart, récusent non seulement toute influence du biologique sur le psychique et partant sur le social mais nient aussi toute fonction symbolique et ontologique du père et de la mère en les considérant comme des produits d'une société patriarcale sexiste. Elles questionnent tous les comportements introduisant un clivage « sexué » : pourquoi un homme ne peut-il pas mater, pourquoi ne peut-il pas faire le ménage ? Pourquoi la fille ne jouerait-elle pas au football et le garçon à la poupée ? Pourquoi dans un couple, il y a forcément un homme et une femme ? etc. Les militantes radicaux du *gender*, parmi lesquels Monique Witting, 1970 ; Shulamith Firestone, 1970 ; Judith Butler, 1986, 1987 ; etc. postulent que tous ces comportements sociaux spécifiques à un genre sont des constructions culturelles. Et si les rôles de la femme et de l'homme sont des constructions sociales et historiques, ils peuvent être tout autant déconstruits... On en arrive au postulat de Simone de Beauvoir : « on ne naît pas femme, on le devient. »

Aujourd'hui, les études du genre, après avoir pénétré les universités, influencent de plus en plus la politique familiale et éducative des pays du nord, avec des lois comme le Pacs, le « mariage et l'adoption pour tous » en France, la réforme scolaire introduisant l'« indifférence sexuelle » entre les filles et les garçons. Est-ce la seule voie de progrès social ?

Enfin, la crispation sur le genre et sa théorisa-

tion radicale sont en correspondance avec l'état de l'évolution historique dans laquelle se trouve les pays économiquement avancés du Nord. Le développement de la question du genre est allé de pair avec l'embourgeoisement de ces sociétés avec l'élévation du niveau de vie, la réduction de la différenciation des tâches traditionnelles des femmes et des hommes, grâce au progrès technique et à la baisse de leur degré de pénibilité, la scolarisation féminine et la réduction des conflits dans l'hémisphère Nord. Ce dernier facteur a enlevé à l'homme sa fonction exclusive et virile de garant de la sécurité et de la protection de la famille et de la communauté ; puisqu'elle est désormais placée sous la responsabilité de professionnels des armes.

Face à elles se trouvent des sociétés à la structure patriarcale affirmée, aux principes masculins de conquête encore actifs, à la volonté de s'approprier ce que possède ces pays du Nord en termes de connaissance, de modèles, et de produits... Par ailleurs, la lutte pour les ressources énergétiques fossiles, qui se raréfient, la mondialisation avec l'effacement des frontières et l'accroissement des moyens de transport qui facilitent les migrations, tout cela met en contact des civilisations aux développements et aux assises sociales différentes. Contact que certains décrivent comme un choc civilisationnel (Samuel Huntington, 1996). Pour adoucir ce choc, il devient nécessaire d'exporter et d'implémenter les principes féminins de la « culture de la paix », de la tolérance, de la démocratie... et du genre qui sont des valeurs de référence occidentales modernes.

Ainsi la question du genre n'est pas une simple volonté de mettre fin à des croyances anachroniques et à des comportements qui nuisent à la moitié des citoyens du monde, les empêchant d'accéder à une meilleure qualité de vie. Elle charrie aussi, dans sous sa forme théorisée et académique, une orientation idéologique qui semble inspirante, car porteuse de grands idéaux d'égalité et d'unification, mais qui reste un sous-produit de la vision matérialiste et désacralisée du monde, des relations et des rapports. Il n'est pas inutile de rappeler que même en occident nombreux sont ceux qui dénoncent durement cette autre forme de « colonisation idéologique » sournoise (cf. Bérénice Levet, *Théorie du genre ou le monde rêvé des anges*, 2014).

Aussi, comme disait le sage, « si tu ne sais pas où tu vas, tu te retrouveras là tu ne veux pas aller », un adage à méditer avant de dupliquer tout ce que les bailleurs de fonds internationaux nous proposent de dupliquer !

*La  
scolarisation  
des filles  
participe non  
seulement à  
leur  
épanouissement  
personnel,  
mais aussi à la  
réduction du  
nombre de  
mariages  
précoces ou  
forcés dont on  
ne mesure pas  
toujours les  
effets  
psychologiques  
et physiques  
sur les jeunes  
filles.*

AMI

*focus next p.2*

### **Push and Pull Factors for Female Migration**

The findings of my ongoing research on Ethiopian female migrants shows how several interwoven factors account as push and pull factors for their migration. Informants have mentioned five major factors influencing their decision to migrate. The first push factor is the precarious unemployment condition in Ethiopia. Young girls and women lack skills and training that are necessary conditions to avail the job market, thus making the informal labour market and migration viable sources of income. As engagement in the informal labour market requires an initial capital for business, migration becomes the more viable option.

*The other pull factor to migrate to Djibouti relates to the very strategic location of Djibouti which often the female migrants consider as a pathway to migrate to the Gulf countries, with even greater appeals given the higher salary scale.*

The second push factor is related to the low wage. Young girls working as daily laborers in construction companies, as maids and in the informal sectors in general tend to earn low. This makes the potential female migrants vulnerable to false promises of good jobs, high salaries and a comfortable life out of the country. Despite the changing nature in the employment and overall socioeconomic status of women in Ethiopia, women in the civil service sectors are mostly working in jobs that are traditionally considered as female domains, such as secretaries, nursing, service provisions, cleaning positions which do not require education. These two factors raised by the research participants in general relates to the feminization of poverty. Majority of Ethiopian female migrant workers in Djibouti have limited education, are in most cases unskilled or semi-skilled. Hence, the low-income levels and the few employment opportunities for Ethiopian women make domestic work abroad the only option they have to earn a living and support their families.

A third push factor relates to social pressure,

particularly from the migrants' parents and close family members. For some migrants, the very decision to migrate and seek employment is meant not only to earn their own living, but also to support their families who in most cases raise the fund and cover the expenses for their migration. The peer and family pressure is mainly related to the positive expectation whereby migration is associated with personal, social and material success and where daughters are responsible from an early age on for the upkeep and progress of the family. A fourth push factor is related to cultural practices that underpin gender-based violence such as early and forced marriage pushing young girls to consider out migration as the only way out.

Beside these push factors, research participants mentioned three major pull factors. One of these pull factors is the expansion of the service sectors in receiving countries, which creates employment opportunity for a rising female labour force. Most female migrants mention that they engage in jobs which the citizens of the receiving countries are not willing to take up such as working as maids, nannies, janitors, and waitresses. The availability of jobs and employment opportunity is described as one of the major pull factors. Furthermore, a relatively better pay in Djibouti is mentioned as an additional pull factor. The average salary for a maid in Djibouti is circa 125 USD which is higher than in Ethiopia. The other pull factor to migrate to Djibouti relates to the very strategic location of Djibouti which often the female migrants consider as a pathway to migrate to the Gulf countries, with even greater appeals given the higher salary scale.

*(next p. 5)*

As a way of addressing the issue; the government needs to raise awareness of young girls about the living and working conditions in the receiving countries, about the risks associated to migration and the hardships of working as illegal migrant in foreign countries. Skills and language training for the migrant workers helps to lower the risk of abuse and miscommunication between the female migrants and their respective employers. Finally setting various mechanisms that facilitate legal migration is the best way to ensure that migrant workers' rights are protected. Making bilateral agreements with receiving countries in areas of labour migration beyond bilateral agreements for economic cooperation will also help in addressing the challenge of migrants.

**Dr. Meron Zeleke**  
Assistant Professor and Senior  
Postdoctoral Fellow

#### References

➤ Berhanu, B. and White, M. 2000. "War, famine, and

female migration in Ethiopia, 1960–1989". *Economic Development and Cultural Change*. 49(1), 91-113.

➤ De Regt, M. (2009). *Preferences and prejudices: employers views on domestic workers in the republic of Yemen*. Chicago Journals, 34 (3): 559- 581.

➤ RMMS. (2014b). *Blinded by Hope: Knowledge, Attitudes and Practices of Ethiopian migrants*. Nairobi: Regional Mixed Migration Secretariat.

➤ Sahan Foundation and IGAD Security Sector Program (ISSP). 2016. Human Trafficking and Smuggling on the Horn of Africa-Central Mediterranean Route. Retrieved from: [http://www.sahan.eu/wp-content/uploads/HST\\_Report\\_FINAL\\_19ii2016.pdf](http://www.sahan.eu/wp-content/uploads/HST_Report_FINAL_19ii2016.pdf). Accessed on March 1, 2016.

➤ US Department of State. (2014). *2014 Trafficking in Persons Report*. Washington: US Department of State.

➤ Van Blerk, L. 2008. "Poverty, migration and sex work: youth transitions in Ethiopia". *Area*. 40(2), 245-253.

## OUVRAGES DE RECHERCHE PUBLIÉS RÉCEMMENT

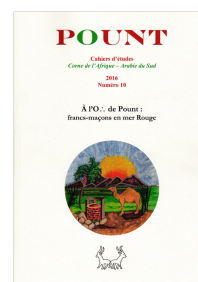
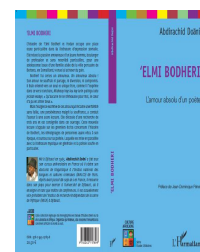
### Elmi Bodheri : l'amour absolu d'un poète de Abdirachid Doāni

Bodheri fut certes un amoureux. Un amoureux absolu ! Son amour ne souffrait ni partage, ni diversion, ni compromis. Il était orienté vers un seul et unique être, comme il exprime dans ce vers tranchant, *Midnaay hays ku kay lurin qalbigu laba jeclaan waaye*, « Qu'aucune ne se trémousse pour moi, le cœur n'a pu en aimer deux ».

Mais l'exigence extrême de cet amour qui réclame une fidélité sans faille, une persévérance malgré la souffrance, et surtout de mourir à toute autre chose sinon à l'objet unique de son amour, a conduit l'auteur à une autre lecture.

La microfinance représente un moyen de lutte contre la pauvreté en améliorant les conditions de vies des ménages pauvres. Ses effets bénéfiques sont surtout connus dans les pays en voie de développement et elle représente une autre source de financement pour les populations pauvres qui n'ont pas accès aux établissements bancaires. Cette potentialité du secteur de la microfinance a retenu l'attention des pouvoirs publics, à Djibouti, pour lutter contre la pauvreté. Des financements importants ont été investis dans ce secteur. Les enquêtes Djiboutiennes auprès des Ménages (EDAM, 2002 et 2012) ont montré une progression de la pauvreté. Les différentes politiques de lutte contre la pauvreté mis en place depuis la fin des années 90 ont eu un impact très faible dans la lutte contre la pauvreté. Dans son ouvrage, **Dr. Ibrahim Robleh** questionne la possibilité de généraliser l'impact positif de la microfinance à Djibouti. Il analyse également l'adéquation entre les niveaux de financements offerts par la microfinance et les besoins des populations nécessiteuses. Il cherche enfin à vérifier par des données empiriques si l'hypothèse d'un impact positif sur le bien-être des clients est toujours d'actualité à Djibouti.

**Pount** est une revue savante qui traite différents thèmes en sciences humaines et sociales : archéologie, ethnologie, géographie, histoire, linguistique, la littérature, art, musicologie, philologie, la préhistoire, et la religion. Sa région de prédilection est la Corne d'Afrique mais englobe les deux rives du bassin de la mer Rouge. Les pays concernés sont Djibouti, Éthiopie, Somalie, Érythrée et le Yémen. C'est une revue annuelle, dont le dernier numéro (n°10-2016) porte sur les *francs-maçons* en mer Rouge. Le numéro onze, en hommage à l'un de ses rédacteurs en chefs, Didier Morin disparu cette année, portera sur différents thèmes de sciences humaines.





**Dr. Amina Saïd Chiré**  
Maitre de Conférence en  
Géographie

*La société  
djiboutienne  
étant une  
société  
d'origine  
nomade, les  
femmes ont  
eu à  
supporter de  
très  
nombreuses  
inégalités  
liées à leur  
genre*

## **Les *gender studies*, un domaine de recherche à développer en République de Djibouti**

Les Djiboutiens ont découvert le genre en 1999 avec la création d'un premier Ministère exclusivement dédié à la Promotion de la Femme par le Président de la République, S.E. M. Ismaël Omar Guelleh, après son accession à la magistrature suprême. Pourtant la réflexion était lancée depuis 1998 et la création d'une direction consacrée à la promotion et à l'habilitation des femmes dont la vulnérabilité et le sous-développement avaient été soulignés dans de nombreux rapports d'études.

Vingt ans après, il est temps de faire un premier bilan. Mais avant d'entrer dans les détails, il convient de définir les contours du concept de genre, car celui-ci n'est pas évident pour tout le monde. En effet, à la différence du sexe qui désigne les différences biologiques entre les femmes et les hommes, le genre est utilisé pour signifier les différences non biologiques qu'elles soient sociales, psychologiques, mentales, économiques, démographiques ou encore politiques.

Cet article traitera dans un premier temps des inégalités qui existent encore aujourd'hui entre les hommes et les femmes dans de nombreux domaines et de leur évolution dans le temps et dans l'espace. Il sera également l'occasion de questionner les relations entre le concept de genre et la recherche scientifique djiboutienne.

### **Les inégalités liées au genre et leur évolution spatio-temporelle**

La société djiboutienne étant une société d'origine nomade, les femmes ont eu à supporter de très nombreuses inégalités liées à leur genre (disparités principalement en termes de droits et de devoirs). En milieu nomade, elles ont dû se contenter d'un rôle secondaire les excluant de fait de la gestion des affaires de la communauté et des territoires.

On peut considérer que la ville a affranchi les Djiboutiennes de cette situation de mineures éternelles en raison de l'existence en son sein d'autres normes sociales notamment d'origine occidentale (droit moderne, etc.). En effet, en milieu urbain, les femmes ont obtenu les mêmes droits que les hommes du moins théoriquement, car les choses sont loin d'être aussi simples. Jusqu'en 1998, une seule structure a été exclusivement dédiée à la question

du genre féminin. Il s'agit de l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes (UNFD), association créée en 1977 et qui mène jusqu'à ce jour des actions contre toutes les formes de discrimination dont peuvent être victimes les femmes. En 1998, cette structure a été renforcée par la création d'une direction de la Promotion de la Femme rattachée à la Présidence de la République. Cette deuxième structure a donné naissance en 1999 à un premier Ministère délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de la Femme, du Bien-être Familial et des Affaires Sociales. A partir de cette date, les inégalités liées au genre ont commencé à marquer le pas sur les plans social, politique et économique avec le lancement de grandes réformes. C'est ainsi qu'une Stratégie Nationale d'Intégration de la Femme dans le Développement (SNIFD) a vu le jour en 2002, avec l'appui des partenaires au développement et de la société civile. Cette stratégie, composée de quatre domaines prioritaires : la prise de décision, la santé, l'éducation et l'économie, reprenait les objectifs stratégiques du Plan d'action de Beijing (1995) et ceux du Millénaire pour le développement de 2000. Les actions menées dans ce cadre ont été évaluées en 2006. Cette revue à mi-parcours a fait ressortir des progrès dans les domaines de la santé et de l'éducation. Elle a également permis de constater des faiblesses dans les domaines de la prise de décision et de la vie économique des femmes, un bilan confirmé par l'évaluation finale. Sur le plan du bien-être familial et des affaires sociales, l'adoption du Code de la famille en janvier 2002 avait également constitué un tournant important sur le chemin de la lutte pour l'égalité des droits. Une grande étape avait été franchie avec la promulgation de la loi sur les quotas d'au moins 10% (2002), puis 20% (2008) de femmes à respecter dans les fonctions électives et administratives. La loi du 20 juillet 2011 a également son importance dans la lutte contre les discriminations dont sont victimes les femmes en République de Djibouti. Cet instrument juridique de la Caisse nationale de sécurité sociale de retraites « permet à l'époux survivant de la femme qui a travaillé et cotisé de prétendre à la pension sans aucune condition ».

(suite p. 7)

Les autorités publiques ont depuis deux décennies beaucoup œuvré pour réduire les inégalités liées au genre entre les femmes et les hommes. Les efforts considérables consentis dans ce sens n'ont pas porté tous leurs fruits. Et trop nombreux sont encore les obstacles à franchir pour s'approcher de l'égalité entre les deux genres dans le pays.

### **Les gender studies, un domaine de recherche à développer**

Ce bilan mitigé de la lutte engagée contre les inégalités liées au genre nous pousse, nous chercheurs, à nous saisir de cette thématique importante. En effet, la recherche scientifique est toute indiquée pour rechercher et analyser les inerties voire les obstacles qui empêchent les politiques publiques de porter leurs fruits en matière de lutte contre les inégalités liées au genre en République de Djibouti. Plusieurs pistes pourraient être explorées dans ce sens :

- La culture pastorale et le patriarcat qui en constitue la base pourraient être questionnés afin de comprendre les raisons pour lesquelles l'intégration des femmes piétine.
- Les politiques publiques d'intégration pourraient être interrogées tout comme leur degré d'appropriation par les différentes institutions chargées de les mettre en œuvre dans le même sens pour comprendre les résultats en demi-teinte qu'elles ont eus.
- Le système des quotas (utilisé pour le genre féminin : 10% à partir de 2002 puis 20% à partir de 2008) pourrait faire l'objet de recherches tout comme le statut social des décideurs femmes qui n'arrivent pas à interagir correctement avec les milieux sociaux les plus modestes et qui n'ont pas forcément de passé militant pour faire avancer la cause du genre féminin.

Nous constatons qu'à ce jour cette question pourtant d'actualité n'a été que très peu investie par la recherche scientifique, ce qui nous amène à nous interroger une nouvelle fois sur les raisons des inégalités abordées plus haut. Le milieu de la recherche, à l'instar de tous les autres milieux professionnels djiboutiens, est dominé la gente masculine. Et celle-ci assimile le genre surtout aux femmes faute de sensibilisation. Cette raison peut donc expliquer le peu de cas qui est fait des inégalités liées au genre dans l'univers de la recherche scientifique locale.

Une fois n'est pas coutume, quelques femmes chercheurs se sont penchées sur la question. Et le mérite revient à Souraya Hassan Houssein qui a tracé la voie en étudiant, dans le cadre

de sa thèse de doctorat, les femmes commerçantes *Charcharis*. Quelques rares chercheurs lui ont emboîté le pas, notamment Souad Kassim qui a analysé et compilé dans un livre les comptines et berceuses des femmes arabes de Djibouti ainsi que toutes les souffrances qu'elles charrient, Amina Saïd Chiré qui, avec deux autres collègues (B. Tamru et Omar M. Ismaël), s'est intéressée aux travailleuses domestiques d'origine éthiopienne et somalienne et à leur monopole sur le marché du travail domestique, un monopole qu'elle a tenté d'expliquer à l'aide d'une approche théorique intersectionnelle combinant genre, ethnie et classe sociale, etc.

Ce bilan nous donne l'occasion de lancer un appel à l'ensemble des chercheurs afin qu'ils investissent sans tarder les problématiques liées au genre. Nous faisons ici la promesse de publier leurs travaux s'ils arrivent jusqu'à nous.

**Dr. Amina Saïd Chiré**

*Maitre de Conférence en Géographie*

### **Travaux à consulter pour en savoir davantage**

- Amina Saïd Chiré, Omar Mahamoud et Bezunesh Tamru : Travail domestique et immigration de la jeunesse éthiopienne et somalienne en RDD, in conférence internationale « *Migrations et exil dans la Corne de l'Afrique*, 17 au 18 novembre 2015.
- Souad Kassim, 2015, *Berceuses et comptines arabes de Djibouti*, Editions l'Harmattan.
- Souraya Hassan Houssein, 2004, *Institutions, organisations, et changement institutionnel : le cas de Djibouti*, Thèse de doctorat en économie, Université de Amiens.

*Les autorités publiques ont depuis deux décennies beaucoup œuvré pour réduire les inégalités liées au genre entre les femmes et les hommes.*

1.Loi n°173/AN/02/4ème L définissant la politique nationale en matière d'intégration de la femme dans le développement (SNIFD).

2.Loi n°122/AN/10/6ème L modifiant la Loi n°155/AN/02/4ème L et certaines dispositions de la Loi n°3/AN/92/2ème L du 28 octobre 1992 portant réorganisation de la Caisse Nationale de Retraites

3.Extrait de la Politique nationale genre 2012-2022

## Le Genre : Egalité des chances ou vestige du Masculin



**Dr. Abdoukader A. Omar**

Sociologue et Anthropologue

*La convention concernant l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la mise en place de la Politique Nationale du Genre, la République de Djibouti s'est engagée à favoriser l'égalité des chances.*

Il existe encore des personnes pour soutenir que le mot « genre » n'est pas légitime et qu'il a été créé seulement dans le but de déranger la structure sociale traditionnelle. Mais on se doit de connaître les faits derrière le mot, les raisons pour lesquelles on l'utilise et son importance.

Ce concept peut être appréhendé à travers les six dimensions de la culture : l'économie, la politique, la technologie, l'interactif, l'idéologie et la conception du monde. Mais en raison de l'espace restreint réservé à cet article, nous allons nous arrêter aux dimensions idéologique, politique et économique.

### **La dimension idéologique : différence entre sexe et genre**

Le « sexe » réfère à la biologie alors que « genre » est social. Les caractéristiques biologiques sont transmises et maintenues pendant des générations à travers les gènes (et la reproduction sexuelle). Les caractéristiques sociales sont acquises, transmises et maintenues (par des symboles et non pas des gènes) à travers les communications et l'apprentissage (reproduction sociale).

Le « genre » renvoie à la différence des comportements culturels, des pratiques et des valeurs liées à la différence d'anatomie entre l'homme et la femme. Il marque l'identité sociale, attribue un rôle « sexué » à chacun dans chaque cadre culturel. Les rôles liés au genre sont ainsi des comportements appris au sein d'une société, d'une communauté ou d'un groupe social. Ils conditionnent les activités, les tâches et les responsabilités de chaque sexe, lesquels sont perçus comme masculins ou féminins. Ils sont subordonnés à l'âge, la catégorie sociale, l'appartenance ethnique et religieuse, ainsi qu'à l'environnement géographique, économique et politique. La féminité et la masculinité relèvent ainsi d'une construction sociale collectivement partagée à partir de l'éducation, des institutions sociales, économiques et politiques ( HURTIG et PICHEVIN, 1985).

Par ailleurs, ce qui différencie le « masculin » du « féminin » varie de culture en culture, et d'ère en ère à travers l'Histoire. Ceci implique que les attributs sociaux (masculin-féminin) que nous imposons aux autres en raison de leurs caractéristiques sociales sont arbitraires et peuvent être inversés lors d'un développement ou d'un changement social.

L'approche de la relation homme-femme en termes de genre est assez récente et succède

à une autre approche en termes d'égalité de chance qui ne prenait pas en compte toutes les dimensions de cette relation. Par exemple, le thème de la parité (ou l'égalité des chances ?) émerge peu à peu à Djibouti. Ainsi, par l'adhésion à la convention C100 sur l'égalité de rémunération de 1951, à la convention C111 concernant la discrimination (emploi et profession), la convention concernant l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la mise en place de la Politique Nationale du Genre, la République de Djibouti s'est engagée à favoriser l'égalité des chances. On estime qu'il y a parité lorsque chacun des genres est présent au moins à hauteur de 45% dans le domaine considéré.

### **La dimension économique et politique du genre**

Le concept genre est alors un outil qui permet de mettre en valeur les besoins éventuellement différents des femmes et des hommes en termes d'accès et de contrôle des facteurs de production, de contraintes et d'opportunités spécifiques, ainsi que des stratégies de survie de chacun.

Pour exemple, il permet de faire ressortir et d'analyser les grandes disparités qui existent dans le domaine professionnel entre les femmes et les hommes, notamment à travers les fameux concepts de « plafond de verre » et « mur de verre » de l'Organisation Internationale de Travail. La première expression traduit les préjugés comportementaux et organisationnels qui empêchent les femmes d'accéder à des postes de haute responsabilité. La seconde expression pointe du doigt une « ségrégation horizontale » qui accule les femmes dans des catégories professionnelles particulières telles que les métiers de *charcharis*, de *sarifley*, de *loxooxley*, etc., et d'une manière générale, une bonne partie du commerce informel à Djibouti (SNIFD, 2006).

Le concept du genre entre véritablement dans l'arène politique avec l'arrivée au pouvoir du président I. O. Guelleh (1999) qui disait dès le 8 mars 2000, « « Pour ma part, je ne vois pas comment une Nation peut aller de l'avant si la moitié de la population est écartée lors des prises de décision ».

Cet argument sur la représentation de la gente féminine dans la société et de son exclusion des sphères décisionnelles est devenu un argument de poids.

(suite p. 9)



En effet, lorsqu'un groupe (organisation, communauté, société) exclut 50 % de sa population de ses prises de décision, c'est-à-dire de son destin, bien plus de 50 % de la valeur économique potentielle de son système sont perdus. Pour comprendre l'importance de cette perte, on peut s'imaginer ce qu'il arriverait si on écartait les hommes de la participation aux activités économiques et politiques. Il n'y a pas de raison scientifique qui prouve que la contribution des hommes est meilleure ou plus grande que celle des femmes.

Enfin, les promoteurs de ce concept prennent appui sur les Droits de l'Homme et plus précisément sur la Déclaration Universelle qui s'y réfère pour lutter contre le « sexisme » considéré comme une autre forme de racisme. En effet, le racisme, comme le sexisme, nie à certaines personnes des droits en raison de caractéristiques purement physiologiques (couleur de la peau, cheveux, masse osseuse, etc.), et les confine dans certaines tâches socio-professionnelles.

Dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme (appelé désormais droits humains), se trouve l'idée que chaque être humain a droit aux mêmes services, opportunités et traitements par la loi ou à l'accès à une vie civile et cela

peu importe sa race, son genre, sa croyance et ses pratiques religieuses. Cette déclaration a été signée par la très grande majorité des Etats du monde.

Pour conclure, nombreux sont ceux qui sont convaincus qu'il est justifiable par la tradition et la culture que les femmes considèrent les hommes comme leurs supérieurs et qu'elles ne prennent pas part aux prises de décision, ou encore que leur rôle est de servir les hommes. Si certaines de ces idées se rencontrent dans les milieux traditionnelles, la science et l'évolution récente des sociétés ont montré qu'elles sont sans fondement. D'autre part, le but du principe de l'égalité homme-femme n'est pas de déstructurer la société ou la culture mais de les renforcer en mettant en valeur les compétences et les capacités de plus de la moitié des citoyens. Il s'agit d'un moyen radical pour en finir avec une discrimination injuste qui frappe les femmes depuis si longtemps.

**Dr. Abdoukader Ahmed Omar**  
Sociologue et Anthropologue  
Spécialisé en Conseil Social & Relation Humanitaire

1. Femmes commerçantes qui font de l'import-export.
2. Femmes qui font le change monétaire.
3. Femmes qui vendent des galettes.

*Le but du principe de l'égalité homme-femme n'est pas de déstructurer la société ou la culture mais de les renforcer en mettant en valeur les compétences et les capacités de plus de la moitié des citoyens.*

**Dr. Fatouma Mohamed Abdoulatif** - Directrice de l'Institut de Recherches Médicinales- Centre d'Etude et de Recherche de Djibouti (CERD). Gagnante du grand prix du chef de l'Etat le **08 mars 2017** pour ses brevets sur la Phytothérapie





**Zahra Youssouf  
Kayad**

Ancienne Secrétaire d'Etat  
à la Solidarité  
Consultante genre à EDC

*Aujourd'hui,  
sur le marché  
du travail,  
deux  
catégories  
souffrent de  
handicaps  
liés à l'accès  
à l'emploi ; il  
s'agit des  
jeunes et des  
femmes.*

## Femmes et Emploi en République de Djibouti

### *Mur et plafond de verre*

Depuis 1999 et l'arrivée au pouvoir du Président Ismail Omar Guelleh, les femmes ont eu de plus en plus de visibilité dans l'espace public et politique à Djibouti. Les progrès enregistrés en matière de promotion des Droits des femmes à une meilleure santé et une meilleure éducation, grâce notamment au programme d'alphabétisation et à un accès à l'éducation, ont permis à des milliers de jeunes filles de faire des études supérieures, que ce soit dans le pays, au sein de l'Université de Djibouti ou encore dans des universités étrangères.

Ces progrès tangibles dans le secteur de l'Education ne doivent cependant pas nous faire oublier que les femmes ont encore du mal à percer et à être mieux insérées sur le marché du travail djiboutien. Quels sont les obstacles majeurs qui freinent leur accès à des emplois décents ? Dans un premier temps, nous allons aborder la situation des inégalités liées au Genre. Ensuite, nous analyserons ces inégalités au niveau des préjugés Socio-culturels et enfin nous présenteront les initiatives prises par les Djiboutiennes pour dépasser ces barrières afin d'accéder à l'autonomisation financière.

### **Inégalités liées au Genre dans l'accès à l'emploi**

A Djibouti, le chômage touche 48,2% de la population potentiellement active. Selon la Politique Nationale de l'Emploi élaborée en 2014 par le Ministère du Travail et de la Réforme de l'Administration, le manque d'emploi s'accroît chez deux catégories de population, les jeunes et les femmes qui sont respectivement touchés à hauteur de 62,8% et 65,6%. Le ratio-emploi/population qui est égal au rapport entre l'emploi total et la population en âge de travailler est relativement bas (29,1%) à cause d'un faible accès des femmes à l'emploi. Le ratio-emploi/population est de 15,6% chez les femmes contre 46,5% chez les hommes. Cet écart de plus de 30 points de pourcentage entre les hommes et les femmes traduit largement le manque d'opportunités auquel sont confrontées les femmes sur le marché du travail. A titre de comparaison, le ratio emploi/population des femmes est estimé à 59,2% pour l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne, avec un écart de 11,6% points de pourcentage en faveur des hommes. Par ailleurs, lorsqu'elles sont actives sur le marché de l'emploi, les femmes Djiboutiennes sont concentrées dans des emplois vulnérables et précaires, en particulier dans le secteur informel (aide-ménagères, petits métiers).

Selon l'Enquête Djiboutienne sur l'Emploi, le Secteur Informel et la Consommation réalisée en 2015 par la DISED, les femmes participent de plus en plus aux activités économiques, malgré le fait que la parité homme/femme ne soit pas encore atteinte. En effet, parmi les actifs occupés âgés de 15-64 ans, les femmes représentent 29,1%, soit pratiquement, 3 travailleurs sur 10. Les branches d'activité les plus attractives pour la main d'œuvre féminine sont l'agro-alimentation (40,6%), la fabrication d'articles d'habillement (49,5%), le commerce de détail du khat (86,2%), le commerce de détail hors du khat (70,4%), le commerce de gros (53,8%), l'hôtellerie et la restauration (47,9%) et les services aux ménages (44,3%). Cet effet de concentration est surnommé « mur de verre ». Cette même étude montre que le secteur privé informel fournit 20,2% d'emplois à Djibouti et que les femmes représentent 45,1% des actifs occupés.

Dans le secteur public, l'administration reste le principal pourvoyeur d'emplois, avec 45,8% des actifs occupés (sources DISED, Enquête sur l'emploi, 2015). Il ressort de toutes ces enquêtes que malgré les progrès enregistrés en matière de promotion du genre, les femmes occupent encore des postes d'attaché d'administration. En effet, même si dans le secteur public, il n'y a pas de discrimination à l'embauche envers elles, les femmes rencontrent des difficultés dans l'accès aux postes hiérarchiquement élevés (chef de service, directeur et secrétaire général). La préférence est souvent en faveur des hommes dans les postes à responsabilité.

Dans le secteur privé formel, les femmes sont également cantonnées à des tâches administratives. Dans les secteurs de la construction et du BTP ainsi que dans celui du transport/logistique, la présence féminine est rare et facilement reconnaissable (les cas existants ont souvent été cités en exemple par les employeurs pour illustrer leur engagement en faveur de l'emploi des femmes).

Aujourd'hui, sur le marché du travail, deux catégories souffrent de handicaps liés à l'accès à l'emploi ; il s'agit des jeunes et des femmes. Les jeunes femmes diplômées du Supérieur ont plus de difficultés à trouver un emploi et elles sont de plus en plus nombreuses à venir s'enregistrer au sein de l'Agence Nationale pour l'Emploi et l'Insertion Professionnelle (ANEFIP) comme demandeurs d'emplois. En 2016, sur 4255 demandeurs enregistrés à l'ANEFIP, 2563 étaient des hommes

soit 60,2% de l'effectif global. Les femmes représentaient, quant à elles, 1692 des demandeurs d'emploi soit 39,8% de l'ensemble des chômeurs enregistrés.

Lorsque les femmes ne trouvent pas rapidement un travail, elles assument de plus de responsabilités domestiques au sein de la cellule familiale, en particulier lorsqu'elles ne sont pas mariées (aide de la mère dans les tâches ménagères).

Même si la loi interdit la discrimination fondée sur le genre en République de Djibouti et que ce principe est aujourd'hui largement relayé dans l'espace public et les institutions étatiques, les préférences existent encore notamment dans le secteur privé entre le recrutement d'une femme et celui d'un homme. Ces préférences ont pour prétexte (souvent implicite) le congé de maternité et les autres « motifs » relatifs aux besoins spécifiques d'ordre sanitaire des femmes.

Les femmes sont donc confrontées à un véritable « plafond de verre » lorsqu'il s'agit de promotion professionnelle, car elles se retrouvent le plus souvent en dehors des réseaux de connaissances, de décision et de pouvoir (dont le lieu par excellence est le *mabraxe*) qui sont encore aujourd'hui largement dominés par les hommes à travers la cooptation et le lobbying.

#### **Des avancées tangibles malgré les handicaps**

Cela dit, tout n'est pas sombre en ce qui concerne la question des femmes et de l'emploi. Au contraire, Djibouti peut se targuer d'être membre du cercle restreint des pays qui appliquent l'égalité salariale entre les hommes et les femmes (pour un même poste et des qualifications équivalentes). Les Djiboutiennes sont depuis des décennies les fers de lance du secteur privé informel avec le phénomène des *charcharis* qui a permis aux commerçantes djiboutiennes de devenir des femmes d'affaires avisées avec une certaine réussite dans leur secteur d'activité. Grâce également à la microfinance qui a démarré à Djibouti dans les années 90, aujourd'hui 70% des 23 000 clients des Caisses d'Épargne et de Crédit (les CPECs) sont des femmes bénéficiant de leurs services financiers dans la capitale et comme dans les cinq régions de l'intérieur. Les CPECs ont su s'adresser à une catégorie de femmes commerçantes que les procédures de garantie formelle des banques classiques empêchaient d'accéder au crédit bancaire. La microfinance a ainsi permis de véritables « success story » dans le domaine du commerce. Des femmes, qui ont commencé avec des emprunts de 30 000 FDJ pour lancer leur activité génératrice de revenus, ont aujourd'hui agrandi leur commerce et se sont permis de solliciter des emprunts individuels de plus d'un million de FDJ. Les revenus générés par les femmes actives ont un impact

visible sur l'amélioration du bien-être de la famille toute entière en général et sur la nutrition et l'éducation des enfants en particulier. Le travail de la femme renforce son rôle et son leadership au sein du ménage et par conséquent accroît sa capacité de prise de décision (*empowerment*).

Les jeunes femmes sont également de plus en plus nombreuses dans les filières techniques et technologiques des lycées techniques et autres centres de formation. Par ailleurs, de plus en plus de métiers autrefois exclusivement occupés par des hommes leur sont aujourd'hui accessibles (ingénierie, armée, police, médecine, magistrats, etc). Les Djiboutiennes n'hésitent plus à exercer le métier qu'elles souhaitent nonobstant les pesanteurs socio-culturelles.

A terme, cette évolution positive de la société djiboutienne à l'égard des femmes et de leurs droits à un travail décent quelle que soit le secteur d'activité choisi ne fera que renforcer la place et la contribution de celles-ci au développement socio-économique national. Certes, il reste encore des progrès à accomplir pour améliorer leur situation professionnelle, mais, grâce à un arsenal juridique national qui protège leurs Droits, leurs motivations, leur ingéniosité et leur capacité à contourner un environnement socio-culturel parfois défavorable, les Djiboutiennes ont déjà démontré qu'elles étaient prêtes à relever tous les défis liés à un marché de travail libéralisé, de plus en plus compétitif.

#### **Rapports à consulter pour en savoir davantage**

- *Enquête Djiboutienne sur l'Emploi, le secteur informel et la Consommation*. Direction nationale de la Statistique et des Etudes démographiques. 2015. Djibouti
- *La Politique Nationale Genre 2011-2021*. Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning familial. 2011. Djibouti.
- *La Stratégie de Croissance accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE)*. Ministère de l'Economie, des Finances. 2014. Djibouti.
- *La Stratégie nationale de Microfinance 2012-2016*. Secrétariat d'Etat à la Solidarité, 2012. Djibouti
- *Vision Djibouti 2035*. Ministère de l'Economie, des Finances, 2014, Djibouti.

1. Politique Nationale de l'Emploi, MTRA, mai 2014
2. OIT, 2012. *Global Employment Trends for Women*. Genève
3. Enquête djiboutienne sur l'Emploi, le Secteur Informel et la Consommation, DISED, 2015
4. Politique nationale de l'Emploi, MTRA, 2014.
5. Sources : ANEFIP, 2016.
6. Idem.
7. En ce qui concerne l'égalité au droit de Travail dans des conditions justes et favorables, l'article 1<sup>er</sup> du Titre 1<sup>er</sup> du Code du Travail promulgué en 2006 pour garantir des droits sociaux économiques dispose qu'il « est considéré comme travailleur au sens du Code du Travail, quels que soient son sexe et sa nationalité, toute personne qui s'est engagée à mettre son activité professionnelle, moyennant rémunération, sous la direction et l'autorité d'une autre personne physique ou morale, publique ou privée. »
8. Le plafond de verre est une expression américaine datant de la fin des années 70. Il désigne les « freins invisibles » à la promotion des femmes dans les structures hiérarchiques. Il constitue un obstacle dans l'évolution de leur carrière au sein de l'entreprise et limite leur accès à des postes à responsabilité.
9. *Un lieu utilisé pour la consommation du khat*.

*Les femmes sont donc confrontées à un véritable « plafond de verre » lorsqu'il s'agit de promotion professionnelle, car elles se retrouvent le plus souvent en dehors des réseaux de connaissances, de décision et de pouvoir (dont le lieu par excellence est le mabraxe) qui sont encore aujourd'hui largement dominés par les hommes à travers la cooptation et le lobbying.*



Emily A. Ayieko

University of Djibouti

*Every community has distinct norms and roles that are assigned to specific gender.*

## Language use and gender: the use of English by students of University of Djibouti

### Abstract

This paper investigates how the use of English as a foreign language varies across gender among university students. Male and female students use English differently according to topic of discussion, level of interaction (both formal and informal), and affiliations among themselves. The usage varies in terms of phonology, morphology, syntax and semantics. Male students also tend to use English more than their female counterparts though females extend the scope.

In this paper, we first differentiate between gender and sex and show how they relate to language. We then define a foreign language, and provide the methodology that is adopted in this study. Next, we give our findings and discussions followed by a summary, conclusion and recommendations for further studies.

**Key words:** *gender, sex, gender exclusive language, gender preferential language, foreign language, first language (L1), second language (L2).*

### Introduction

Studies have established that language use varies across gender. Gender is a social property. It is something acquired or constructed through one's relationships with others and through an individual's adherence to certain cultural norms and proscriptions (Meyerhoff, 2006 p. 202). Every community has distinct norms and roles that are assigned to specific gender. The linguistic differences that correlate with the roles and norms echo the social dynamics in that given community. These distinctions are in relation to the topic of discussion, level of interaction and relationships and are exhibited at the phonological, morphological, syntactic and semantic levels. In the studies mentioned above, focus is primarily on the use of language in general, or on the L1 or L2 of the speakers. There is little or no focus on gender and foreign language use. In Djibouti, English, though taught in school, has no formal status yet its use is on the increase in the country. In this paper, we investigate how English as a foreign language is used by the different genders at university.

### Gender and Sex

The word 'gender' as used in this paper should not be confused with sex. Sex is biological and is defined by purely physical

characteristics such as chromosomes, body fat, body muscles, strength, weight, maturity rates and depth of voice. Gender is more than sex involving the whole gamut of genetic, psychological, social, and cultural differences between males and females (Wardhaugh, 2006 p. 312). There exists a distinction between gender exclusive and gender preferential features in the use of a language. Exclusive use of language relates to a particular user or a group of users or a particular context. On the contrary, preferential use is when language is generally used by both genders but with bias to a certain gender.

### Foreign language

For learners who have had exposure to L1 and L2, English would only be a foreign language (Punchihetti, 2013 p.2). A foreign language is a language which has no direct link with the person's immediate social or personal environment. It is a personal choice of the learner, or in some cases, it is compelled for academic or professional reasons. Moeller and Catalano(2015) say that a language is considered foreign if it is learned largely in the classroom and is not spoken in the society where the teaching occurs. In Djibouti, English is neither L1 nor L2 but is taught in schools from grade six onwards. This gives it the status of a foreign language.

### Methodology

A total of 18 students (9 males and 9 females) from the English department of the university were served with questionnaires to elicit the requisite data. These were volunteer students who had been made aware of the research. Ethical considerations were taken into account to ensure their anonymity and confidentiality. In addition, the respondents were assured in advance that the information they gave would not be disclosed to third parties, and would only be used in this study. The questionnaires tested the use of English by males and females with respect to frequency, topic, formality and relationships.

### Findings and Discussions

Data elicited on how frequent English is used at university varies with gender. Males record a higher frequency than their female counterparts. It is generally held that females talk more than males. However, in

regard to conversations, many researchers report that men speak more than women do (Wardhaugh, 2006 p. 324). Eakins and Eakins (1976), report that men talk more than women at faculty meetings. This is because to males, language is for negotiation and maintenance of status. This is in tandem with our findings that in a restricted environment such as university, males would be found to use oral language more. Findings might have been different if the context were different, for example, were the research carried out in a social gathering like a wedding.

Males are more formal in the use of English than females. They use English more in formal situations with their teachers and about their academic subjects. Females use English in informal situations with some of their friends. From this finding, we posit that males may be less receptive to the foreign language than are females given the formal usage. It could also be that males use English only where it must be used and not elsewhere, in contrast to females who readily extend the scope of its use.

On topic, males were found to talk more about academics, abstract ideas like success, ambition, toughness, and things that relate to physical well-being. This reflects the status of males as assigned by culture. Culturally, men are required to be more assertive, exhibit physical strength, and not show emotions openly. Females, on the other hand, talk about leisure activities such as films and songs. They also talk about their affiliation with others, family, and food. They express their feelings and emotions overtly to their friends. They display openness and self-criticism and are genuine in their comments. In their talk, there are no winners or losers (Sheldon, 1990). Our findings agree with previous research that language is used by females to establish connections and negotiate relationships while males use it to establish status and independence (Tannen, 1990). As reported, when men talked to men, the topic of talk focused on competition, sports, aggression, and doing things. Conversely, when women talked to women, the topics were feelings, affiliation with others, home, and family (Wardhaugh, 2006 p.324).

Gender use of language also differs in terms of the choice of vocabulary and in the syntactic structures in communication. Females use more polite forms such as *please*, *sorry*, *excuse me*, *thank you*, *could I*, and *may I*. By using these polite forms, the females leave the decision to the willingness of the addressee. This is obviously, an attempt at avoiding strong statements which may be associated with masculinity, a cultural construct. Lakoff (1975, p.45) notes that females apologize more and use modal constructions more.

As relates to syntactic structures, our findings are that females are not as good in formulating wh-questions although, they use more questions than males. Their inclination is to use declarative statements with question intonation, for example: *You are tired?* Although this could be ascribed to transfer of L1 syntactic structures, it should be observed that the form is neither a question nor a statement. In using it the females are possibly trying not to be too assertive and are avoiding a direct question. On the other hand, males are better at tag questions. This contradicts findings that show that females use more tag questions (Lakoff, 1973; Lakoff, 1975). This could be attributed to societal norms or the level of exposure to the foreign language.

### Summary

To summarize, gender determines how individuals perceive and use language. Each gender uses language in a distinct manner from the other gender. Our findings establish that there are certain structures that apply to both genders but are preferred by one.

### Conclusion and recommendations

From our study, it is apparent that gender constructs apply in the use of a foreign language. This study focused on how different genders use a foreign language at university, a restrictive environment. Other studies should be done to investigate the use of a foreign language by different gender in non-restrictive environments.

**Emily A. Ayieko**

**Peter M Kuria**

University of Djibouti

### Few References

- Aleidine, J. M. and Theresa C., (2015). Foreign Language Teaching and Learning in J.D. Wright (ed.), *International Encyclopedia for Social and Behavioral Sciences 2nd Edition*. Vol 9 (Oxford: Pergamon Press, 2015), pp. 327-332.
- Lakoff, R., (1975). *Language and Woman's Place*. New York: Harper & Row Trudgill, P., (1995). *Sociolinguistics: An Introduction to Language and Society*. 3rd edn. Harmondsworth, England: Penguin Books.
- Emily A. Ayieko is Assistant Lecturer, English and Linguistics, FLLSH. University of Djibouti. Peter M Kuria- Assistant Lecturer, English and Linguistics, FLLSH. University of Djibouti.



**Peter M Kuria**

University of Djibouti

*On topic, males were found to talk more about academics, abstract ideas like success, ambition, toughness, and things that relate to physical well-being.*



**Thomas J. Jones,**  
PhD comparative Education

*Girls Run Too (GR2) is a program in Djibouti that has trained over 100 girls in women's athletics (track and field) as a way of encouraging.*

## Girls athletic participation as a development tool for Djibouti

**Intro.** "I will finish [school] if God helps me!" said a ninth-grade female athlete. This is the faith and drive a young rural woman in Djibouti expressed for her desire for greater access to education and a better livelihood. The fact that she is an athlete could be important not only for her physical well-being but also for her academic success. In other contexts, correlation has shown student athletes more likely to have higher grade point averages as well as graduation rates. Correlation is not *causation* and many authors have debated the complex nature of how sports influences educational outcomes.

For rural women in Djibouti, finishing high school is an incredible accomplishment. Many parents from the rural areas of the country have not even completed primary education. Many development actors (governments, NGOs, and multi-laterals) utilize outreach programs to encourage students who are at risk of dropping out of the educational process for non-academic reasons. This is especially true of females who if they continue in education may reduce early pregnancy, overall birth rate, and garner higher life-time wages. Sports For Development (SFD) has been promoted by many multi-lateral organizations for its potential for use in developing communities' social cohesion, individual skills, livelihoods, health, education and economic activities. SFDs have also been utilized in many situations where a marginalized population is concerned (gender, war, etc.).

Girls Run Too (GR2) is a program in Djibouti that has trained over 100 girls in women's athletics (track and field) as a way of encouraging academic retention. For girls to be a part of the training, get scholarships for school, and 'prizes' (shoes, clothes, etc.) they *must* remain in school. This report reviews the main results of a qualitative study performed in 2015-2016 that relied on interviews with over 25 girls in the program, other women athletes, coaches, and the organizational director. The central question was to construct **how sports participation acts in their lives to promote better outcomes and livelihoods**. GR2 was funded by non-government organizations in cooperation with the Ministry of Youth and Sports.

**Gender in Djibouti.** To better understand the challenge girls in rural areas of Djibouti face, the broader economic and social data on women needs some consideration. Due to

space limitations and a desire to look at the results of this study in more depth, readers are referred to other articles in this publication for gender indicators of women in Djibouti.

**Results.** Participants were characterized by social and educational data collected through a pre-interview questionnaire. Over 30 young women were sampled in addition to coaches, project directors, and other prominent women athletes. The average age of the participants in GR2 was 16.1 years. Parents of participants had very little formal education. Only 32% of participants' fathers had any education and only 12% of participants' mothers had any formal education. On average, the monthly household income was just under 31,000 DJF (~\$175). With an average household size of 7.3, this puts these households at well below the poverty line for the country. **Thus, for a family that relies on the productivity of their girls for managing the household chores, it can often be difficult for families in this situation to support girls' athletic participation.** When asked if they help with housework, over 92% of girls said that they had responsibilities in the home. All of these characteristics are typical of rural populations in Djibouti and show how the participants in particular are among the most at risk population for educational attrition. Results of this study are organized into the content, processes, and outcomes of the SFD program (Hancock et al, 2013).

**Content.** According to the program director, the content of the program was to promote the importance of completing secondary education for girls. Responses to the question, "How are you in school?" and the follow-up "How has being on the team help with your school work?" elicited some interesting response from the participants. 13 of the 16 people who responded to the question suggested a positive attitude toward schooling and their performance in school. When asked to specify how the team has helped with schooling, three participants suggested that the both the monetary and social encouragements that GR2 supplies helped them in their schooling. Examples of their responses include:

"[GR2] gives them courage to keep going to school and pays fees"

"Every day, [the GR2 coach] gives counsel to continue racing and schooling. Then she says, "be courageous!"

"Of the 3 girls in my family, only I go to school. The others help at home. I'm going to finish if God helps me."

**Process.** The activities of the team included many formal practices (daily or weekly) meetings, social engagements, and community building. During these times, coaches sought not only to address athletic performance the girls are facing, but to address the personal development issues of the girls as well. Coaches incentivized these activities through a number of externally funded interventions including clothes, shoes, school fees, prizes related to both academic and athletic performance. Much of the time spent together resulted in transfer of knowledge about hygiene, health (especially related to women's health issues), and character development. It was reported that the girls often stayed with the female coaches when they came from Ali-sabieh for competitions. Experiences like these with peer mentors and adults with broader life experiences had a significant effect on the development of the girls.

Responses to the question, "Are your parents supportive of you running?" revealed some of the process of the SFD program. Nearly all the respondents (22/24) suggested that their parents were supportive of their participation in the sports club. However, a few suggested that their moms in particular took longer to convince. A number of the girls noted that their fathers were particularly supportive of their athletics. This perhaps reflects the reality that mothers feel more acutely the loss of potential labor inside the house when girls are not available. Focus group data showed that the team now has a favorable reputation around Ali-sabieh and in the running communities. They want to participate or are encouraged to participate by parents looking for resources that are supplied by the partnering NGOs, by fellow athletes who enjoy the program, or simply by their desire to learn how to run well.

**Outcomes.** An important outcome of the SFD project is the changing of girls and communities' attitudes toward education and careers. Responses to the question, "What do you want to do in the future?" showed wide variability for the girls. The girls seemed to be split into two groups. One group which chose from a wide range of professional activities (doctor, teacher, director, coach, etc.) and the other

group who suggested that they would like to work for one of the armed forces in Djibouti. Though this initially seemed odd that so many girls would aspire to military service, with the interpretation of the coaches it became much more clear. Really, for many of these girls, the combination of armed forces and athletic activities is appealing. Each military in Djibouti has an athletic team. Participation on the athletic team often comes with an entry level position with the unit. Thus, the girls could effectively be paid to run for their club. Another consistent theme was the desire to either be married or to be a mother in the future. This is indicative of their expected role as a child bearer for their community.

**Conclusion.** The SFD outreach evaluated in this study has had a very positive impact on the lives of many girls in Djibouti. Clearly, based on constructed responses of participants, girls' livelihoods, education, and character development have been affected by participation in this program. This suggests the need to continue to promote and increase girls' participation in more programs using similar content, process, and methodologies. The following are three recommendations that with proper funding and staff, could add to the iterative development of better SFD interventions into the future. First, based on the responses of participants, SFD should develop contextualized formal curriculum that address the objectives of educational participation in athletic programs in coordination with the Ministry of Sports and Youth. Girls' ability to articulate and 'own' the program and its objectives will help to transfer these values to new generations of runners as well as build the ethos of the team around these shared values. Second, SFD programs should be promoted within the broader sports for development outreach happening in the region. Opportunities for sponsor organizations to highlight the development and success of girl participants can help to shape the gender policy for girls' participation in athletics going forward. Finally, SFD program organizers should continue to collect data for reporting results within the SFD community. Evidence-based outcomes are critical to creating and adjusting policy and program curricula, as well as the decision-making process.

**Dr. Thomas Jones, specialist in comparative and international development education.**

**Abdillahi Ismael, Phd Economist,  
University of Djibouti**

**Abdillahi Ismael,  
PhD Economist,  
University of Djibouti**

*Responses to the question, "Are your parents supportive of you running?" revealed some of the process of the SFD program. Nearly all the respondents (22/24) suggested that their parents were supportive of their participation.*

## Edito

Dr. Abdirachid  
Mohamed Ismail

*In Djibouti,  
as in many  
African  
societies,  
there is  
another less  
traumatic  
belief which  
is the main  
source of  
most  
inequalities  
between men  
and women.*

8<sup>th</sup> March is International Women's Day, ever since this date was chosen by the United Nations in 1975. But this celebration is not a novelty. From 1910, the Socialist International had decided to dedicate a day to pay tribute to women activists to demand, among other things, the right to vote. Indeed, until recently, numerous were the women deprived of this right. For example, this legal capacity was not granted to women of Liechtenstein until 1984, to Spanish in 1975, to Portuguese in 1974, to Swiss in 1971, etc. The first Muslim nation that granted the right to vote to women was Turkey of Kemal Atatürk in 1923. The Saudi women seem to have been the last to obtain this right as they only vote since 2015.

Even for this right, which seems to us so dull today, it took in many countries force battles and heated debates. Despite the fears of its busters, it has neither broken down society nor provoked values reversal within the family. There are undoubtedly still prejudices and stereotypes about women to deconstruct and to fight; beliefs that hinder the development of the little girl, frustrate the young girl's fulfilment, and oppose the enjoyment of her human rights for woman. Among the beliefs involved, the one related to female circumcision, that causes so much psychological and physical suffering to women, is probably the most obvious in the Horn of Africa. If there is a right to conquer urgently or to help to conquer, it is indeed that of helping at the definitive ending of this practice of another time.

In Djibouti, as in many African societies, there is another less traumatic belief which is the main source of most inequalities between men and women. This belief, more pervasive in rural areas, is that girls have less need to go to school or succeed in their studies than boys: 48.4% of girls between the ages of 15-24 were literate in rural areas and against 14.2% only in urban areas in 2006 (see Mohamed Bahdon, 2014; Zahra Youssouf's article; Thomas Jone and Abdillahi Ismael's article). This idea is reinforced by factors such as "parental poverty", "the distance between the places of education and home", the social role of girls, etc. as they point out R.S. Tsehaye and Danner (2012). In the region as in other parts of the world, this belief denies many women of the possibility to access the

same quality of life as their male counterparts. Fortunately in Djibouti, overall global school enrolment has increased for all children, and the disparity between boys and girls tends toward erasure in primary according to the 2007 Dised report (p.12). However, important disparities yet subsist between urban areas and rural areas. Girls' education contributes not only to their personal development but also to the reduction of early or forced marriages that one does not always measure the psychological and familial effects on these young girls.

African countries are also societies where the traditional is as lively as the modern; the two coexist, each with its order, its values and its institutions. In this society, as in the great majority of contemporary societies, the status of women remains underestimated in the traditional or private space, as consequently in the modern public sphere. Yet the idea that a woman can fly a fighter jet, command an army, operate an open-heart surgery, run a multinational, is not today a fiction or a taboo. It is a chance for a country that, by a simple change of view about women, it can greatly increase all of its grey matter. In Djibouti, this change of view has happened first from the top, through texts, before initiating in the heads, with the new family code (2002), the National Strategy of Integration of Women into the Development (SNIFD, 2002) and the legal arsenal that emerged from it.

However, if this change of view must impose itself in African societies and more generally in all societies whose traditional culture remains alive, it is equally imperative to make a conscious choice of a social and family development model. If modernity imposes us to resolve the contradictions coming out of the coexistence of a traditional culture and a modern culture, to adjust our behaviours and to make choices about the status of women in the new African society, it is equally necessary to become conscious of the ideological presuppositions behind the dominant theory of gender particularly in the academic field.

(next p. 17)



R.S. Tsehaye and Danner (2002: 66), who have worked on female education in Djibouti, point fingers, in their article, at what they consider to be the real motivations of some international organisations involved in this gender issue. They suspect them of promoting a neoliberal economic model, erected as a model and a finality, in which the gender issue would be one of the levers to promote the consumer society and global free trade. But beyond that, this ideology, driven by the "Gender Studies", emerged in the sixties in the United States and developed along with western feminist movement. Yet, these "gender studies" repudiate not only any biological influence on the psychic and fixed on the social, but above all deny any symbolic and ontological function of the father and mother, branding them as being products of a sexist patriarchal society. They question all behaviours presenting a "gendered" divide: why a man cannot mother, why he cannot do housework? Why girl would not play football, and boy with doll? Why in a couple, there is necessarily a man and a woman?, etc....Gender radical activists that include (Monique Witting, 1970; Shulamith Firestone, 1970; Judith Butler, 1986, 1987, etc.) postulate that all these cleaving behaviours are cultural constructions. And if the roles of man and woman are social and historical constructions, they can be equally deconstructed. We come to believe with Simone de Beauvoir that "one is not born woman, one becomes one".

Today, gender studies, after entering universities, influence more and more family and educational policies of countries of the north, with laws such as the PACS, "marriage and adoption for all" in France, the school reform introducing the "sexual indifference" between girls and boys.

Finally, the tension about gender and its radical theorisation is keeping up with the historical evolution state in which the economically advanced countries of the north find themselves. The development of the gender issue has gone hand in hand with "the gentrification" of these societies, with the raising

standard of living, the reduction of the differentiation of the traditional tasks between man and woman thanks to technical progress, education and reduction of conflicts in this region. This latter factor has taken away of man his exclusive and virile function of guarantor of security and protection of the family and the community; since it is now under the responsibility of professionals of arms.

Facing them are societies with an assertive patriarchal structure, with active masculine principles of conquest, through the will to appropriate what these northern countries possess in terms of knowledge, models, and products ... Furthermore, the struggle for fossil energy resources, which are scarce, globalisation, with the reduction of borders and the increase of means of transport, all these put in contact civilisations with different developments and foundations that some have described as a shock (Samuel Huntington, 1996). To soften this shock, it becomes necessary to export and to implement the feminine principles of the "culture of the peace", tolerance, democracy ... and of gender, which are the benchmark values of modern West.

Thus, the gender question is not a mere will to put an end to anachronistic beliefs and behaviours that harm half the world's citizens, preventing them from accessing a better quality of life. It also carries, under its theorised and academic form, an ideological orientation which seems inspiring, for it carries great ideals of equality and unification, but which remains a by-product of the materialistic and desecrated vision of the world, relations and rapports.

So, as the wise man was saying, "if you do not know where you are going, you will find yourself there, you do not want to go", an adage to meditate before duplicating everything that international donors propose to duplicate!

AMI

*The gender question is not a mere will to put an end to anachronistic beliefs and behaviours that harm half the world's citizens, preventing them from accessing a better quality of life.*

## Gender studies, a field of research to be developed in the Republic

Dr. Amina Saïd Chiré

*In terms of family welfare and social affairs, the adoption of the Family Code in January 2002 was an important turning point in the struggle for equal rights.*

The establishment of a Ministry exclusively dedicated to the Promotion of Women by the President of the Republic Ismaël Omar Guelleh in 1999 has introduced the Djiboutians to discuss gender. Nevertheless, reflection was launched since 1998 and the creation of a directorate dedicated to the promotion and empowerment of women whose vulnerability and underdevelopment had been emphasized in numerous study reports.

Twenty years later, it is time to make an initial assessment. But before going into details, it is necessary to state the contours of the concept of gender, because this is not obvious to everyone. Indeed, unlike sex, which refers to the biological differences between men and women, gender is used to define non-biological differences between women and men, whether social, psychological, mental, economic, demographic, or even political.

This article will deal initially with the inequalities that still exist between men and women in many fields and their evolution in time and space. It will also be an opportunity to question the relationship between this concept and Djiboutian scientific research.

### **Gender inequalities and their spatio-temporal evolution**

Since Djiboutian society is a society of nomadic origin, women have had to endure many inequalities related to their gender (disparities in rights). In nomadic settings, they had to settle for a secondary role that excluded them from the management of the affairs of the community and the territories.

It can be considered that the city has taken the Djiboutian people out of this situation of eternal minors because of the existence within it of other social norms, especially of Western origin (modern law, etc.). Indeed, in urban areas, women have obtained the same rights as men, at least theoretically, because things are far from being so simple. Until 1998, only one structure was dedicated exclusively to the gender issue, the National Union of Djiboutian Women (UNFD), an association created in 1978 which to this day has been carrying out actions against all forms of discrimination against women. In 1998, this structure was strengthened by the creation of a women's rights department attached to the

Presidency of the Republic. This second structure gave birth in 1999 to a Ministry delegated to the Prime Minister, in charge of the Promotion of Women, Family Welfare and Social Affairs. From this date, gender inequalities have begun to slow down socially, politically and economically with the launch of major reforms. In this context, a national strategy for the integration of women in the development process (SNIFD) was launched in 2002, with the support of development partners and civil society. This strategy, which is composed of four priority areas: decision-making, health, education and the economy, takes up the strategic objectives of the Beijing Action Plan of 1995 and the 2000 Millennium Development Goals. In this context were evaluated in 2006. This mid-term review highlighted progress in the areas of health and education. It also revealed weaknesses in the areas of women's decision-making and economic life. In terms of family welfare and social affairs, the adoption of the Family Code in January 2002 was an important turning point in the struggle for equal rights. A major step was taken with the enactment of the law on quotas of at least 10% (2002) and then 20% (2008) of women in the elective and administrative functions. The law enacted the 20th of July, 2011 is also important in the fight against discrimination against women in the Republic of Djibouti. This legal instrument in the National Social Security Pension Fund "allows the surviving spouse of the woman who has worked and contributed to claim the pension without any conditions".

For two decades, the public authorities have worked hard to reduce gender inequalities between women and men. In spite of the considerable efforts made in this direction, they have not yet been fully implemented. There are too many obstacles still to be overcome to approach gender equality in the country.

Regarding the economic aspect of gender, despite the efforts made, women are still very much affected by poverty and unemployment. The strategy of removing barriers to access to resources (mainly financial) through micro-credit programs is slow to bear a tangible fruit.

(next p. 19)

This mixed record of the struggle against gender inequalities and the efforts made in this direction prompts us researchers to take up this important theme. Indeed, scientific study is ideal for researching and analyzing the inertia and even the obstacles that prevent public policies from being successful in the fight against gender inequalities in the Republic of Djibouti. Several avenues should be explored to advance gender studies:

- The pastoral culture and the patriarchy which dominates it could be questioned in order to understand the reasons why the integration of women lags behind.

- Public policies of integration could be questioned as well as their degree of appropriation by the different institutions responsible for implementing them in the same direction.

- The affirmative action framed as quota system could be the subject of research as well as the social status of women decision-makers who cannot interact correctly with the most modest social groups.

We note that, to date, this very important topic has not been widely researched, which leads us to ask why? One response could be that the research community, like all other professional circles, is dominated by men. And this assimilates gender mainly to women for lack of awareness. This reason may therefore explain

the little interest in gender inequalities in the world of scientific research in Djibouti.

One time wouldn't hurt for women researchers have to look into the issue. Credit should go to Souraya Hassan Houssein blazed a trail by studying women traders (*charcharis*) as part of her doctoral thesis. A few researchers have followed suit, especially Souad Kassim, who analyzed and compiled a book of the rhymes and lullabies of Arab women. Or, Amina Saïd Chiré, who took on the challenge of studying domestic workers of Ethiopian and Somali origin and their Monopoly on the domestic labor market, a monopoly which she attempted to explain using an intersectional theoretical approach combining gender, race and social class.

This review gives us the opportunity to appeal to all researchers to invest in gender issues. We promise to publish these works if they reach us.

#### For further information please refer to ;

- Souraya Hassan Houssein,
- Amina Saïd Chiré, Omar Mahamoud and Bezunesh Tamru: Domestic work and immigration of Ethiopian and Somali youth in RDD.
- Souad Kassim, Lullabies and Arabic rhymes from Djibouti

*Regarding the economic aspect of gender, despite the efforts made, women are still very much affected by poverty and unemployment.*



**Hibo Mohamed Youssouf** - Gagnante du 1<sup>er</sup> prix du concours de la Journée Internationale des droits des femmes, organisé par l'Institut Français de Djibouti (IFD). Thème: *femmes et traditions*.

Hibo Mohamed est Ingénieur en Gestion de l'Environnement, spécialité Ecosystèmes Marins. Elle a travaillé dans différents projets agricoles et de préservation de la faune. Récemment en tant que responsable de missions, elle a travaillé sur la réduction de la vulnérabilité des écosystèmes/communautés aux changements climatiques (enquêtes et géolocalisation) avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement dans différents districts de la République de Djibouti. [mohamedyoussef.hibo@gmail.com](mailto:mohamedyoussef.hibo@gmail.com)

Hibo Mohamed Youssouf - Winner of the 1st prize of the contest during the International Day for Women rights, organized by the French Institute of Djibouti (IFD). Theme: *women and traditions*.

She holds a Masters Degree and is an engineer in Environmental Management and more precisely in Management of Marine Ecosystems. She has had numerous professional experiences, notably in the agricultural sector (organic agriculture and agroecology) and also in the conservation of terrestrial fauna. She recently worked in different regions of Djibouti (Dikhil-Tadjourah) for the United Nations Environment Program as head of field missions (surveys and geolocation of sites).

## Women and Employment in the Republic of Djibouti

**Zahra Youssouf  
Kayad**

Since 1999 and the coming to power of President Ismail Omar Guelleh, women have gained increasing visibility in public and political space in Djibouti. Progress in promoting women's rights to better health and education through literacy programs and access to education has enabled thousands of girls to pursue higher education, in Djibouti or abroad.

This tangible progress in the education sector should not, however, make us forget that women still have difficulty in penetrating and being better integrated into the Djiboutian labor market. What are the major obstacles to their access to decent jobs? First, we will address the situation of gender inequalities. Then, we analyze these inequalities in terms of socio-cultural prejudices and finally present the initiatives taken by the Djiboutians to overcome these barriers in order to achieve financial empowerment.

*Even though there is no discrimination in the public sector, women face difficulties in accessing high positions.*

### **Gender inequalities in access to employment**

In Djibouti, unemployment affects 48.2% of the potentially active population. According to the National Employment Policy drawn up in 2014 by the Ministry of Labor and Administrative Reform, there is a growing lack of employment in two categories of the population: young people and women who are respectively 62.8% and 65.6% respectively. The employment-to-population ratio, which is equal to the ratio between total employment and the working-age population, is relatively low (29.1%) due to women's low access to employment. The employment-to-population ratio is 15.6% for women compared to 46.5% for men. This gap of more than 30 percentage points between men and women largely reflects the lack of opportunities for women in the labor market. By comparison, the employment-to-population ratio for women is estimated at 59.2% for all countries in sub-Saharan Africa, with a gap of 11.6% percentage points for men. Moreover, when they are active on the labor market, Djibouti women are concentrated in vul-

nerable and precarious jobs, especially in the informal sector (housekeepers, small trades).

### **Glass wall and ceiling**

According to the Djiboutian Survey on Employment, the Informal Sector and Consumption in 2015 by DISED, women are increasingly participating in economic activities despite the fact that gender parity is not yet attained. Indeed, among employed workers aged 15-64, women make up 29.1%, or practically 3 out of 10 workers. The most attractive industries for female labor are agriculture (40.6%), garment manufacturing (49.5%), khat retail trade (86.2%), non-khat retail trade (70.4%), Wholesale trade (53.8%), hotels and restaurants (47.9%) and services to households (44.3%). This concentration effect is nicknamed "glass wall". The same study shows that the informal private sector provides 20.2% of jobs in Djibouti and that women make up 45.1% of the employed.

In the public sector, administration remains the main source of employment, with 45.8% of employed persons (DISED sources, Employment Survey, 2015). All these surveys show that despite the progress made in the promotion of gender, women still hold administrative posts. Even though there is no discrimination in the public sector, women face difficulties in accessing high positions (head of department, director and secretary-general). Preference is often in favor of men in positions of responsibility.

In the formal private sector, women are also confined to administrative tasks. In the construction and transport/logistics sectors, the presence of women is rare and in the case of female employment easily recognizable (examples of this are often cited by employers to illustrate their commitment to employment women).

*(next p.21)*

Today, in the labor market, there are two categories suffering from disabilities related to access to employment: youth and women. Young women university graduates have more difficulty finding a job than men and are registering with the National Agency for Employment and Professional Integration Employment opportunities (ANEFIP). In 2016, 2563 out of 4255 registered applicants to the ANEFIP were men, or 60.2%. Women accounted for 1692 jobseekers, 39.8% of all registered. When women do not find work quickly, they assume more domestic responsibilities within the family unit, especially when they are not married (help from the mother in household chores).

Although the law prohibits discrimination on the basis of gender in the Republic of Djibouti and this principle is now widely relayed in public space and state institutions, preferences still exist in the private sector between the recruitment of a woman and that of a man. These preferences have (often implicit) pretexts for maternity leave and other "reasons" relating to the specific health needs of women.

Women are therefore confronted with a veritable "glass ceiling" when it comes to professional promotion, as they are most often found outside the networks of knowledge, decision-making and power (the place of Mabrazé), which are still today largely dominated by men through co-optation and lobbying.

#### ***Tangible advances despite handicaps***

That said, the news is not all bad for women and employment. On the contrary, Djibouti can boast of being a member of the select circle of countries that apply equal pay for women and men (for the same position and equivalent qualifications). For decades, Djiboutians have been the spearhead of the informal private sector, with the phenomenon of *charcharis*, which has enabled Djiboutian traders to become savvy businesswomen with some success in their sector of activity. Thanks also to microfinance programs that started in Djibouti in the 1990s, 70% of the 23 000 clients of the *Caisses d'Épargne et de Crédit* (CPECs) are women who benefit from their financial services

in the capital and The five regions of the interior. The CPECs were able to address a category of women traders that the formal guarantee procedures of conventional banks could not provide access to bank credit. Microfinance has thus enabled real success stories in the field of trade. Women began borrowing 30,000 FDJs to start their income-generating activities and have now expanded their business and have applied for individual loans of more than one million FDJ. Revenues generated by active women have a visible impact on improving the well-being of the entire family in general and on nutrition and the education of children in particular. Women's work reinforces their role and leadership within the household and, as a result, increases their decision-making capacity (empowerment).

Young women are also becoming more numerous in the technical and technological fields. Moreover, more trades formerly exclusively occupied by men are now accessible to them (engineering, army, police, medicine, magistrates, etc.). Djiboutians no longer hesitate to exercise the profession they wish despite the socio-cultural burdens.

In the long term, this positive development of Djibouti society towards women and their rights to decent work, regardless of the sector of activity chosen, will only strengthen their place and contribution to socio-economic development. While there is still room for progress to improve their professional situation, Djiboutians have already established a legal arsenal that protects their rights, motivations, ingenuity and ability to circumvent a sometimes-unfavorable socio-cultural environment. They have demonstrated that they are ready to face all the challenges of a liberalized and increasingly competitive labor market.

**Zahra Youssef Kayad**

*Young women university graduates have more difficulty finding a job than men and are registering with the National Agency for Employment and Professional Integration Employment opportunities (ANEFIP).*

## Gender: Equal Opportunities or the Legacy of the Masculine

**Dr. Abdoukader  
Ahmed Omar**

There are still some people who argue that the word "gender" is rhetoric, created only for the purpose of disturbing the traditional social structure. But we need to know the facts behind the word "gender", the reasons why it is used and its importance.

This can be seen through the six dimensions of culture: economics, politics, technology, interactive, ideology and worldview. The limited space reserved for this article, necessarily limiting the scope of the paper to ideological, political and economic dimensions.

*The concept of gender is also a tool to highlight the different needs of women and men in terms of access to and control over factors of production, constraints and specific opportunities, as well as survival strategies each.*

**The ideological dimension: differences between sex and gender.**

"Sex" refers to biology whereas "gender" is social construction of sexual differences. Biological characteristics are transmitted and maintained for generations through genes (and sexual reproduction). Social characteristics are acquired and transmitted and maintained (through symbols and not genes) through communication and learning (social reproduction).

"Gender" refers to differences in cultural behavior, practices and values related to the difference in anatomy between men and women. It marks social identity, assigns a "sexed" role to each in each cultural framework. Gender roles are thus behaviors learned within a society, community or social group. They condition the activities, tasks and responsibilities of each sex, which are perceived as masculine or feminine. They are related to age, social category, ethnic and religious affiliation, as well as to the geographical, economic and political environment. Femininity and masculinity are thus part of a social construction collectively shared on the basis of education, social, economic and political institutions (HURTIG and PICHEVIN, 1985).

Moreover, what differentiates the "masculine" from the "feminine" varies from culture to culture, and from era to era throughout history. This implies that the social (male-female) attributes we impose on others because of

their social characteristics are arbitrary and can be reversed during social development or change.

The gender approach to gender is quite recent and follows a different approach in terms of equality of opportunity that did not take into account all the dimensions of this relationship. For example, the theme of parity (or equality of opportunity?) Emerges little by little in Djibouti. For example, the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (C111 on Discrimination (Employment and Occupation) And the implementation of the National Gender Policy, the Republic of Djibouti is committed to promoting equal opportunities. And it is estimated that there is parity when each of the genders has at least 45% representation in the field in question.

**The economic and political dimension of gender**

The concept of gender is also a tool to highlight the different needs of women and men in terms of access to and control over factors of production, constraints and specific opportunities, as well as survival strategies each.

For example, it is possible to analyze the wide disparities that exist in the professional fields between women and men, notably through the famous concepts of "glass ceiling" and "glass wall" of the International Labor Organization. The first expression reflects the behavioral and organizational prejudices that prevent women from gaining access to positions of high responsibility. The second expression points to a "horizontal segregation" that places women in particular occupational categories such as *charters* (saleswoman), *sarifley* (money changer), *loxooxley* (bread maker), etc., and in general, much of the informal market of Djibouti (SINF 2006).

(next p. 23)

The concept of gender really enters the political arena with the arrival in power of President Guelleh (1999) who said as early as March 8, 2000, "For my part, I do not see how a nation can move forward if half the population is excluded in decision-making." This argument on the representation of women in society and their exclusion from decision-making spheres has become an important argument. Indeed, when a group (organization, community, society) excludes 50% of its population from its decision-making, that is to say its destiny, well over 50% of the potential economic value of this system is lost. To understand the significance of this loss, one can imagine what would happen if men were excluded from participation in economic and political activities. There is no scientific evidence showing that the contribution of men is better or of greater importance than that of women or vice versa.

Finally, the promoters of this concept are supported by Human Rights and more precisely by the Universal Declaration which refers to the battle against "sexism" as another form of racism. Racism, like sexism, denies certain people rights due to purely physiological characteristics (color of the skin, hair, bone mass, etc.), and confine them to certain socio-professional tasks.

In the Universal Declaration of Human Rights (now known as human rights) there is the idea that every human being has the right to the same services, opportunities and treatment by law or access to civilian life, a declaration signed by the overwhelming majority of countries in the world.

Dr. Abdoukader Ahmed Omar

### *Information de dernière minute*

**Le 18 avril 2017, le conseil d administration d'IRICA a élu à sa tête une nouvelle présidente en la personne de Dr Amina Said Chiré.**

Maître de Conférences à l'Université de Djibouti depuis 2005, Amina Said a réalisé de nombreuses publications en études urbaines, dans le domaine du genre, des vulnérabilités sociales, des migrations et de l'islam politique.

Depuis 2012, elle est expert associé à l'Agence Universitaire de la Francophonie, et depuis 2014, chercheur associé au Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces (Ladyss, Site Paris 8 Vincennes-Saint Denis).

Ses principaux domaines de compétence sont l'enseignement et la recherche scientifique en sciences humaines et sociales, l'évaluation de projets de développement social et urbain. En février 2016, elle a fondé l'Institut de Recherche Indépendant de la Corne de l'Afrique dont elle est devenue la présidente en avril 2017.

#### **Ses principales publications**

##### OUVRAGES

- Amina SAID CHIRE (dir), déc. 2012, *Djibouti contemporain*; Paris : Edit. Karthala.
- Amina SAID CHIRE , avril 2012, *Le nomade et la ville à Djibouti : stratégies d'insertion urbaine et production de territoire*, Paris : Edit. Karthala.
- Amina SAID CHIRE et Biringanine NDAGANO (dir), 2011, *Traversées, histoires et mythes de Djibouti*, in : Revue de l'Université de Djibouti, Edit. Karthala.
- -Amina SAID CHIRE, Pascal VILLECROIX, Claude JEANCOLAS, 2010, *L'aube du monde, Djibouti vu du ciel*, Photographies : Thibaut et Pascal Villecroix – Texte : Claude JEANCOLAS, FVW Editions.
- Amina SAID CHIRE et Alain GASCON (dir), 2007, « Atlas de l'Afrique : Djibouti » Paris : Editions du Jaguar.

Ets WABERI



ETS WABERI

Head Office: Établissement WABERI Sarl

Tél. : (253) 21 35 10 75 – 21 35 52 94 - Fax : (253) 21 35 66 78

Email: [waberi@intnet.dj](mailto:waberi@intnet.dj) - B.P.: 238, Zone Boulaos,

Site web : [www.wabergroup.com](http://www.wabergroup.com)

Djibouti - République de Djibouti



COAST



JUMBO



FOSTER CLARK

**SAGALJET**  
*Notre Visibilité est Notre Responsabilité*  
Impression Numérique

L'EXPÉRIENCE COMPTE

10<sup>EME</sup>  
ANNIVERSAIRE

2017

الذكرى السنوية  
العاشرة  
SAGALJET

“ Nos Idées Conduisent Votre Business en Avant ”



Tel: +253 21 34 82 00  
Mob: +253 77 01 08 83  
+253 77 25 44 36  
+253 77 70 10 00

[sagaljetdjib@gmail.com](mailto:sagaljetdjib@gmail.com) - [www.sagaljet.net](http://www.sagaljet.net)